

Projet: Appui technique et institutionnel au Ministère du Plan (GTZ)

La mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée

Rapport de mission (provisoire)

par Jim Bennett, expert GTZ

Conakry / Cologne, le 29 mars 2003

Sommaire

1	Contexte général	2
2	L'objectif de la mission	3
3	Le déroulement de la mission	3
4	Un bref aperçu de l'état d'avancement du DSRP	3
5	Le système de suivi-évaluation de la SRP guinéenne	6
5.1	Le système d'indicateurs	6
5.2	La cartographie de la pauvreté	9
5.3	La modélisation macro-économique	9
5.4	L'appui à la communication	10
5.5	Les contributions des partenaires nationaux	10
5.6	Les contributions des partenaires internationaux	10
5.6.1	Les programmes et projets de coopération internationale	10
5.6.2	Les perceptions du processus SRP	15
5.7	Le projet d'évaluation à mi-parcours	16
6	La régionalisation du DSRP	17
6.1	La situation de départ et l'analyse des problèmes	17
6.2	L'appui technique à la cohérence nationale-régionale de la SRP	18
7	Les principales conclusions et recommandations	20
8	Programme d'activités en 2003	21
Annexe	Liste des documents consultés	22

1 Contexte général

Le Gouvernement de la République de Guinée a engagé un processus de formulation et de mise en œuvre d'une politique de développement durable orientée avec priorité vers la réduction de la pauvreté. Il s'agit d'un processus dans lequel le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), validé par les populations et adopté par le Gouvernement en janvier 2002, représente le principal cadre de référence de la politique économique et sociale de la Guinée. Celui-ci a comme objectif principal la réduction de l'incidence de la pauvreté monétaire de 40,3% à 30%, et plus particulièrement de 52,5% à 38% en milieu rural à l'horizon 2010.

Après avoir atteint son *point de décision* en décembre 2000, les institutions de Bretton Woods ont approuvé une réduction nominale du service de la dette guinéenne de 800 millions US\$ correspondant à 545 millions US\$ en valeur actuelle nette. Ceci permettra un allègement de 32% du total du service de la dette après pleine application des mécanismes traditionnels d'allègement au *point d'achèvement*. Ainsi, le gouvernement guinéen sera doté de ressources supplémentaires pour la mise en œuvre de la Stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) pour la période 2000-2019.¹

L'utilisation des ressources de l'initiative est répartie entre les dépenses de fonctionnement (des secteurs prioritaires, particulièrement les soins de base de santé et de l'éducation) et les projets d'investissements publics. Parmi ces derniers figurent surtout les catégories d'actions suivantes :

- La réhabilitation et l'équipement des salles de classes élémentaires,
- La réhabilitation ou construction des pistes rurales et des ouvrages de franchissement,
- L'aménagement des villages de pêcheurs,
- La création de forages et la réhabilitation des points d'eau,
- La réhabilitation et l'équipement des justices de paix renforcées,
- Le programme d'assainissement et la construction de latrines et blocs sanitaires dans les quartiers déshérités de Conakry et des villes de l'intérieur,
- La construction et l'équipement des classes maternelles.

A la fin de l'année 2002, le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) a évoqué de nombreuses actions spécifiques à réaliser, p.e. la rénovation de 810 salles de classes et la réhabilitation de 5000 km de pistes rurales.²

Au cours du mois de novembre 2002, une mission conjointe Banque mondiale (BM) – Fonds monétaire international (FMI) a séjourné à Conakry. La mission a passé en revue l'exécution du programme macro-économique et les réformes structurelles appuyées par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC). Dans ce cadre, l'on a noté une bonne performance au niveau des recettes fiscales, mais aussi des dépassements significatifs pour ce qui est des dépenses et des prêts. Quant au DSRP, la mission a constaté que le gouvernement « met la dernière touche aux stratégies régionales », et que le premier rapport de mise en œuvre est en préparation. Ce rapport « présentera une évaluation rigoureuse pour constituer les bases d'une mise à jour de la stratégie. »³

Même si la mission conjointe BM/FMI n'a pas encore présenté un rapport officiel sur les résultats de ses investigations, il a été signalé que la faible performance du gouvernement au niveau des dépenses publiques pouvait engendrer un délai important relatif au point

¹ Source : Finance Infos No. 1, nov.-déc. 2002, p. 10.

² Source : *ibid.*, p. 10-11.

³ Source : Finance Infos No. 2, jan.-févr. 2003, p. 9-10.

d'achèvement, antérieurement prévu pour le mois de juin 2003. Par conséquent, le processus SRP de la Guinée est entré dans une phase de surveillance, et il semble que le point d'achèvement ne sera pas atteint avant la fin de l'année 2003.

C'était, dans cette situation aussi bien ambiguë que pleine d'espoir, qu'une mission d'appui technique à la mise en œuvre de la SRP guinéenne, plus particulièrement au système suivi-évaluation et à la régionalisation de celle-ci, a eu lieu lors des semestres IV/2002 et I/2003 en Guinée, appuyée par l'agence allemande de coopération technique GTZ.

2 L'objectif de la mission

Il s'agit d'une série de missions de courte durée dans les domaines (a) du renforcement du système suivi-évaluation du DSRP guinéen et (b) de l'établissement des stratégies régionales de réduction de la pauvreté. Par ailleurs, il s'agit de réfléchir avec les autorités compétentes guinéennes et les représentants des organisations nationales et internationales concernées sur les activités à entamer dans ces deux domaines et puis d'actualiser le calendrier des activités appuyées par le côté allemand.

En termes spécifiques, il s'agissait des tâches suivantes :

- Elaborer un aperçu de l'état d'avancement actuel du processus SRP en Guinée;
- Suivre et apprécier la mise en œuvre du système de suivi et d'évaluation de la SRP y comprise la détermination des priorités des objectifs et les indicateurs des programmes sectoriels;
- Appuyer le Groupe Thématique « Suivi et Evaluation » dans la mise en œuvre du système de suivi et d'évaluation de la SRP ;
- Assister davantage à la préparation de l'évaluation globale mi-parcours de la mise en œuvre de la SRP ;
- Identifier, dans une première réflexion, les possibilités d'une assistance technique ponctuelle et exploratoire en matière de stratégies de promotion du secteur privé au niveau régional, de préférence dans la région de la Moyenne Guinée ;
- Tenir des réunions avec les représentants des organisations concernées portant sur la coordination de leurs contributions à la réalisation de la SRP.

3 Le déroulement de la mission

La mission de l'expert GTZ, Dr Jim BENNETT, a été préparée sous la supervision du siège de la GTZ à Eschborn (Allemagne) et avec l'appui du Conseiller Technique Principal du projet d'appui technique à la SRP, M. Peter HILLEN, à Conakry. Dr Bennett a séjourné du 15 au 20 décembre 2002 et du 15 février au 7 mars 2003 en Guinée. Lors de ses séjours, il a travaillé aussi bien avec les autorités compétentes du Ministère du Plan (récemment rétabli), surtout avec celles de la Direction Nationale de la Statistique (DNS), qu'avec celles du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et du Secrétariat Permanent chargé du DSRP. Il a aussi pris contact avec plusieurs organisations et structures de l'administration centrale et décentralisée, de la société civile, du secteur privé et des bailleurs de fonds, notamment dans la région administrative de Labé (en Moyenne Guinée) et dans deux de ses cinq préfectures (Labé et Mali, cette dernière étant identifiée comme une des principales poches de pauvreté en Guinée). La visite dans la région de Labé a été appuyée et accompagnée par le directeur du Bureau régional du Ministère du plan, M. Aboubacar DIA.

Que tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de cette mission soient sincèrement remerciés!

4 Un bref aperçu de l'état d'avancement du DSRP

En termes généraux, les conditions-cadre pour la mise en œuvre du DSRP en 2002 et au début de l'année 2003 ont été difficiles. On peut citer surtout les facteurs négatifs suivants :

- accusations de sérieux détournements de fonds p.e. auprès du Département des Services Publics et Transfert des Déchets (SPTD) du Gouvernorat de Conakry,
- situation conflictuelle soutenue à la frontière guinéenne-libérienne,
- conflits politiques et militaires en Côte-d'Ivoire se répercutant sur le nombre de réfugiés en Guinée,
- accusations de plusieurs organisations internationales relatives au financement de rebelles libériens et au recours exagéré à la force par les forces de l'ordre guinéennes contre les citoyens du pays,
- accord retardé de l'Assemblée Nationale relatif au projet de loi de finances 2003 (décision prise fin mars 2003),
- délai important du Programme indicatif du 9^e FED (Union européenne),
- faible performance du gouvernement relative à la gestion des dépenses publiques avec des conséquences négatives pour l'avancement vers le point d'achèvement,
- rumeurs relatives à la disparition du Président de la République.

D'ailleurs, on peut observer de manière plutôt subjective une détérioration et un sur-chargement des infrastructures de base (à savoir de l'électricité, de l'adduction d'eau, des télécommunications et du réseau routier).

Ces facteurs ont eu des effets négatifs non seulement sur l'image du pays dans la communauté internationale, mais aussi sur le fonctionnement des administrations publiques et leur contribution à la mise en œuvre de la politique économique et social du pays.

Néanmoins, on peut citer des facteurs positifs qui, eux aussi, ont caractérisé la situation de la Guinée durant cette période:

- tendance à la normalisation de la situation en Sierra Leone,
- reprise des négociations portant sur l'intégration régionale (Manu River Union),
- appréciation parfois positive de plusieurs bailleurs de fonds pour ce qui est de l'état d'avancement des réformes politiques et économiques,
- accord sur le financement de deux projets importants financés par la Banque africaine de développement (BAD) : (a) hydraulique rurale et (b) développement durable dans les régions de Haute et Moyenne Guinée,
- remaniement du gouvernement : entre autres, rétablissement d'un Ministère du Plan.

Malgré ces facteurs plutôt positifs, les conditions-cadre générales pour la mise en œuvre de la SRP paraissent être très fragiles, surtout au niveau de la stabilité politique et de la paix sociale.

C'était sous ces conditions assez variées et généralement difficiles que la plupart des ressources PPTE programmés en 2002 ont été effectivement engagées dans les secteurs prioritaires du DSRP (voir **Tableau 1** ci-dessous). On note de faibles taux d'exécution relatifs aux dépenses de fonctionnement (titre 3) dans les secteurs de la pêche (49%) et de l'enseignement supérieur (59%), et des dépenses excédentaires dans la même catégorie du fonds routier (127%). Pour ce qui est des dépenses sous le titre 4, on note des taux d'engagement et d'exécution réduits dans le secteur des affaires sociales (61% et 60%, respectivement). En dehors de ces variations, les dépenses pour les secteurs prioritaires ont été largement réalisées comme prévues.

Les contributions réalisées à partir des ressources PPTE se sont limitées, comme prévu, aux secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'enseignement pré-universitaire et des affaires sociales. Les taux d'engagement et paiement enregistrés jusqu'à la fin de l'année 2002 ont varié entre 91% (santé, titre 3) et 100%.

Tableau 1: Situation de l'exécution budgétaire dans les secteurs prioritaires (Titres 3 et 4, ressources propres et PPTE)

Situation cumulée au 31 décembre 2002 (en milliers d'euros)

Ministères	Titre 3					Titre 4					Titres 3 et 4				
	LFI 02	Engagement	Taux d'engagement	Paiement	Taux d'exécution	LFI02	Engagement	Taux d'engagement	Paiement	Taux d'exécution	LFI02	Engagement	Taux d'engagement	Paiement	Taux d'exécution
Agriculture	5602	5573	99%	5089	91%	155	155	100%	155	100%	5757	5728	99%	5244	91%
Pêche	545	550	101%	266	49%	179	179	100%	179	100%	724	729	101%	445	61%
Santé	10117	10614	105%	8662	86%	6210	6210	100%	6180	100%	16327	16824	103%	14843	91%
Enseignement Pré-Universitaire	11711	11607	99%	10449	89%	-	-	-	-	-	11711	11607	99%	10449	89%
Ens. Technique	3278	3287	100%	2980	91%	202	202	100%	152	75%	3481	3490	100%	3132	90%
Ens. Supérieur	1643	1500	91%	973	59%	9460	9312	98%	8634	91%	11103	10813	97%	9607	87%
Fonds Routier	7017	8922	127%	8903	127%	-	-	-	-	-	7017	8922	127%	8903	127%
Justice	1686	1624	96%	1567	93%	102	102	100%	102	100%	1788	1726	97%	1669	93%
Affaires Sociales	525	568	108%	483	92%	416	254	61%	251	60%	940	822	87%	734	78%
Urbanisme et Habitat	155	153	99%	140	90%	-	-	-	-	-	155	153	99%	140	90%
Total	42279	44399	105%	39512	93%	16724	16414	98%	15653	94%	59003	60813	103%	55165	93%

Titre 3 = fonctionnement, Titre 4 = Interventions ou subventions et transferts courants ; Taux d'échange : 1966,4330 FGN / euro (statut du 9/12/02)

Source : Banque mondiale, propres calculs

Pour ce qui est des réalisations physiques, il faut constater qu'aucune information officielle n'est disponible, et que les informations plutôt informelles collectées par l'expert GTZ durant ses séjours en Guinée sont aussi bien lacunaires que difficiles à interpréter. On peut citer seulement le cas de l'éducation, où un membre du sous-groupe thématique chargé du suivi de ce volet a indiqué qu'aussi bien le nombre de classes réhabilitées et équipées et le nombre de maîtres formés ont dépassé de loin les objectifs prévus, et que les salaires des maîtres ont sensiblement augmenté, grâce aux ressources PPTTE mobilisées. Malheureusement, les représentants des autres secteurs prioritaires n'ont pas été disponibles lors du séjour de l'expert GTZ. Or, les seules conclusions qu'on peut actuellement tirer sont que le système de collecte et de communication des informations sur les réalisations physiques sous financement des ressources PPTTE n'est pas encore suffisamment bien établi et que, par conséquent, l'état d'avancement de la mise en œuvre physique de la SRP guinéenne n'est pas encore discernable.

5 Le système de suivi-évaluation de la SRP guinéenne

5.1 Le système d'indicateurs

L'expert GTZ a participé à plusieurs réunions des trois sous-groupes thématiques chargés du système de suivi-évaluation du DSRP durant le mois de décembre 2002. Entre-temps, en attendant l'approbation des résultats de la mission récente de l'expert PNUD chargé de l'analyse du système de suivi-évaluation de la SRP (voir ci-dessous), ces sous-groupes ont arrêté leurs activités.

Du 24 décembre 2002 au 22 janvier 2003, une deuxième mission de courte durée menée par un expert PNUD (voir rapport Abdou Abdallah du 21/01/03 et 14/02/03) a eu lieu. L'expert PNUD a sélectionné, en collaboration avec les membres du groupe thématique « suivi-évaluation de la SRP », environ 130 des presque 300 indicateurs présentés dans le DSRP et dans d'autres documents pertinents. Cependant, il a aussi constaté qu'environ la moitié des indicateurs identifiés n'est pas régulièrement observée dans le cadre du système national de statistique (SNS). C'est sur cette base qu'une première liste complète d'indicateurs, prioritaires et censés être immédiatement disponibles pour le suivi annuel de la mise en œuvre de la SRP en Guinée, a pu être établie (voir **Tableau 2**, ci-dessous). Il s'agit de 27 indicateurs portant sur l'axe 1 (croissance économique), 28 indicateurs portant sur l'axe 2 (secteurs sociaux), indicateurs liés à l'axe 3 (gouvernance) et 8 indicateurs relatifs à la situation générale de la pauvreté en Guinée. (Evidemment, le nombre d'indicateurs liés à la bonne gouvernance n'est pas encore suffisant.) Notons que, parmi ces 66 indicateurs, il y en a 13 pour lesquels les actualisations régulières sont plutôt pluriannuelles. D'ailleurs, il n'y a qu'un très faible rapport entre ces indicateurs et ceux qui ont été utilisés comme point de départ (à savoir les 15 indicateurs sur lesquels se base l'indice de la pauvreté) de l'analyse présentée dans le DSRP. (Seulement 3 des 15 indicateurs sont repris dans la liste ci-jointe des indicateurs prioritaires.)

En guise de recommandation, l'expert PNUD a proposé les mesures suivantes :

- Mettre en place une équipe de deux consultants nationaux chargés d'élaborer un rapport méthodologique complet de la proposition actuelle d'indicateurs (intitulé exact, définition, mode de calcul, données de bases, perspectives d'amélioration), et de définir les mécanismes de collaboration et de synergie entre les sources de données, tenant compte du processus décentralisé de production, de traitement et de diffusion des données ;

Tableau 2 : Indicateurs prioritaires de la SRP en Guinée

No.	Indicateur	Cadre de référence			Fréq. Ann.
		DSRP	OMD	autres	
Axe 1 : Croissance économique					
1	Croissance du PIB/tête par an (%)	X			X
2	Taux d'investissement (% du PIB)	X			X
3	Recettes propres réalisées en % du PIB	X			X
4	Recettes non minières en % du PIB	X			X
5	Déficit budgétaire brut intérieur en % du PIB	X			X
6	Taux d'exécution du budget	X			X
7	Part du budget de l'Etat revenant effectivement aux services déconcentrés	X			X
8	Taux de décaissement par rapport aux engagements de dépenses	X			X
9	% des financements endogènes des investissements publics	X			X
10	Taux d'inflation	X			X
11	Taux de financement du déficit budgétaire par la Banque centrale	X			X
12	Niveau des réserves officielles de change en mois d'importations	X			X
13	Structure de l'aide publique au développement reçue		X		X
14	Proportion de l'APD reçue au titre de l'allègement de la dette		X		X
15	Service de la dette, en pourcentage des exportations de biens et services		X		X
16	Volume de l'énergie produite	X			X
17	Taux de la fluidité du trafic	X			X
18	Routes bitumées par rapport au réseau national (%)	X			X
19	Longueur de nouvelles pistes construites par an	X			X
20	Taux d'accroissement de la production agricole	X			X
21	Taux d'accroissement de la production halieutique	X			X
22	Taux d'accroissement de la production d'élevage	X			X
23	% des ménages agricoles pratiquant une culture de rente	X			X
24	Part des exportations agricoles dans les exportations totales	X			X
25	% de ménages utilisant des intrants agricoles (semences améliorées, engrais)	X			X
26	Taux de couverture céréalière apparent	X			X
27	Taux de chômage	X	X		

Notes : OMD = Objectifs (de la Déclaration) du Millénaire pour le Développement, « fréq.ann. » = « fréquence annuelle » (des actualisations).

Source : Abdallah 2003, propres dépouillements

- suite -

Tableau 2 : Indicateurs prioritaires de la SRP en Guinée (suite)

No.	Indicateur	Cadre de référence			Fréq. Ann.
		DSRP	OMD	autres	
Axe 2 : Secteurs sociaux					
1	Taux d'admission	X			X
2	Taux brut de scolarisation	X			X
3	Taux net de scolarisation	X	X		X
4	% d'élèves fréquentant le primaire privé	X			X
5	Rapport élèves par maître dans le primaire public	X			X
6	% d'élèves qui parcourent plus de 2,5 kms	X			X
7	Taux de non fréquentation scolaire pour raison de faiblesse du pouvoir d'achat	X			X
8	Taux d'abandon scolaire	X			X
9	% d'écoles équipées (points d'eau, latrines ...)	X			X
10	Taux d'alphabétisation	X	X		X
11	Taux brut de mortalité globale	X			
12	Taux de prévalence du paludisme	X	X		
13	Taux de mortalité infantile	X			
14	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	X	X		
15	Taux de couverture vaccinale par antigène	X			X
16	Proportion d'enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole	X	X		X
17	Taux de mortalité maternelle	X			
18	Proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié	X	X		X
19	Taux de prévalence contraceptive chez les femmes en âge de procréer	X			X
20	Taux de poids légers de nouveau-nés	X			X
21	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale	X	X		
22	Taux d'anémie chez les femmes enceintes	X			X
23	Rayon moyen d'action des centres de santé	X			X
24	Taux de prévalence du VIH/SIDA	X			X
25	Nombre d'enfants orphelins du SIDA	X	X		
26	Taux d'utilisation de la contraception	X	X		X
27	Taux d'accès à l'eau potable	X			X
28	Taux d'accès à l'électricité	X			X
Axe 3 : Bonne Gouvernance					
1	Ratio hommes/femmes au niveau des postes de décision	X			X
2	Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national	X	X		X
3	Indicateur de Participation des Femmes (IPF)			X	X
Indicateurs généraux de la pauvreté					
1	Indicateur de Développement humain (IDH)			X	X
2	Indicateur de Pauvreté humaine (IPH-1)			X	X
3	Indicateur de Pénurie des Capacités (IPC)			X	X
4	Incidence de la pauvreté monétaire (%)	X			
5	Proportion de la population disposant de moins d'un dollar par jour	X	X		
6	Profondeur de la pauvreté	X	X		
7	Part du cinquième le plus pauvre de la population dans la consommation nationale	X	X		
8	Indice de GINI	X			

Notes : OMD = Objectifs (de la Déclaration) du Millénaire pour le Développement, « fréq.ann. » = « fréquence annuelle » (des actualisations).

Source : Abdallah 2003, propres dépouillements

- Organisation de deux ateliers d'échanges, d'approfondissement méthodologique, de validation de la stratégie du système suivi-évaluation: (a) Au niveau régional, pour déterminer les besoins en informations à ce niveau, ceci afin d'approfondir la proposition d'indicateurs de suivi-évaluation, et de finaliser les instruments et organes de suivi; (b) Au niveau national, pour (i) faire valider la proposition articulée d'indicateurs et toute la stratégie du suivi-évaluation, (ii) aboutir à une planification coordonnée des activités de suivi-évaluation aux niveaux global, sectoriel et local, et (iii) élaborer une proposition concertée de renforcement des capacités statistiques pour le suivi de la pauvreté.

Les recommandations de l'expert PNUD répondent de manière appropriée aux contraintes et besoins actuels de la Guinée en matière de suivi de la mise en œuvre de sa SRP. Néanmoins, il faut se demander si le système proposé permettrait une identification claire et objective des impacts de la politique de la SRP et des mesures afférentes au niveau des bénéficiaires, autrement dit : Si le système proposé permettra l'identification des pauvres qui sont devenus moins pauvres grâce à la mise en œuvre de la SRP. La réponse à cette question n'est pas encore évidente. De toute façon, il semble que l'interprétation des indicateurs issu du système de suivi devrait faire partie des termes de références du groupe thématique « suivi-évaluation de la SRP », surtout au niveau des activités des sous-groupes spécialisés.

5.2 La cartographie de la pauvreté

La cellule de la cartographie de la pauvreté établie auprès du Ministère du Plan est toujours opérationnelle. Cependant, depuis l'élaboration du DSRP final et la finalisation de l'Atlas Scolaire de la Guinée (avec l'appui de la GTZ), cette cellule n'a ni produit ni publié des cartes actualisées ou supplémentaires.

Se référant aux résultats d'une étude sur l'élaboration d'une carte de pauvreté en Guinée (voir rapport Sow/Diallo, août 2002) et aux recommandations issues de cette mission, le projet d'appui technique de la GTZ auprès du Ministère du Plan veut prévoir une mission de courte durée dans le deuxième trimestre 2003. Cette mission, menée par un expert GTZ, répondra aux soucis exprimés dans le rapport Sow/Diallo. Par ailleurs, elle fournira un premier appui technique à l'élaboration de cartes de pauvreté pour les régions administratives.

5.3 La modélisation macro-économique

Plusieurs résultats préliminaires de la modélisation macro-économique auprès du Ministère du Plan ont été récemment présentés (voir MEIER 2002 et EKUE 2002). La documentation complète des données et des calculs appliqués à l'élaboration du TES 1998 sera bientôt disponible (voir DIOUBATE 2003).

Lors de sa mission, l'expert BENNETT a élaboré une première application du TES 1998 à l'analyse des impacts de la SRP sur la croissance économique et les revenus des ménages selon les catégories socio-économiques urbaines/rurales et pauvres/non pauvres. Les résultats de ces premiers essais, qui soulignent surtout de manière empirique et analytique les contributions potentielles des secteurs agricoles et agro-industriels à la lutte contre la pauvreté, seront présentés, discutés et approfondis dans le cadre de sa prochaine intervention (juin 2003).

Deux cadres du Ministère du Plan ont récemment participé à un atelier de formation à Ouagadougou afin de perfectionner leurs connaissances de la modélisation macro-économique (voir TOURE 2003). Les principales conclusions de cette formation sont les suivantes :

- Les travaux effectués sur le modèle durant la formation prouvent à suffisance qu'il reste encore un travail important de calibrage à faire pour que l'outil soit opérationnel en vue de l'élaboration du cadrage.

- La comptabilité nationale doit, au préalable, arrêter définitivement le TES 1998 soutenu par un manuel d'utilisation : L'arrêt définitif des comptes de 1998 nécessite une concertation avec toutes les sources statistiques. Le travail de calibrage requiert aussi à la fois la disponibilité totale des utilisateurs et des moyens informatiques appropriés. Tout ceci constitue une condition indispensable pour que la nouvelle maquette de MSEGUI soit opérationnelle en vue de l'élaboration du cadrage macro-économique.

5.4 L'appui à la communication

Le groupe thématique de la SRP chargé du volet « culture et communication » a profité, dans la phase de préparation du DSRP, d'un appui important de la part du Canada. Depuis le démarrage de la mise en œuvre de la SRP, cet appui n'est plus fourni, et ce groupe (constitué de plusieurs journalistes indépendants) se trouve dans la recherche d'une nouvelle orientation. Afin de faciliter cette réorientation dans le sens d'un journalisme d'enquête auprès des bénéficiaires et des médiateurs des impacts de la SRP guinéenne, la GTZ a sollicité l'appui d'un expert local, Mme Béatrice DIALLO, qui s'intègre auprès du groupe et assiste actuellement à la programmation de plusieurs activités qui visent surtout la collecte, le traitement et la présentation (dans des journaux, des émissions de radios etc.) d'informations sur la mise en œuvre et les réalisations concrètes des objectifs de la SRP.

5.5 Les contributions des partenaires nationaux

Pour les besoins, aussi bien d'un meilleur ciblage des efforts des acteurs non étatiques vers les objectifs de la SRP nationale que d'une bonne préparation et exécution des stratégies régionales (voir ci-dessous), la GTZ est en train d'appuyer une enquête auprès des principaux partenaires nationaux. A l'aide d'un expert guinéen, M. Chérif Sala BAH, on est en train de collecter des informations sur les missions, les capacités, les réalisations et les besoins des ONG des régions de Conakry, Labé, Mamou et Faranah en matière de participation à la mise en œuvre de la SRP. Les travaux dans la région de Conakry sont déjà terminés : Une trentaine de questionnaires ont déjà été remplis et soumis à l'expert national.

Comme résultat préliminaire de cette enquête, on peut constater que la plupart des ONG contactées sont conscientes de l'existence du DSRP, mais elles n'ont jamais vu le document, et elles n'étaient pas impliquées dans sa préparation. D'ailleurs on peut observer une forte volonté de participer à la mise en œuvre de la stratégie, mais jusqu'à présent elles ont souvent le sentiment d'être écartées par l'Etat.

5.6 Les contributions des partenaires internationaux

5.6.1 Les programmes et projets de coopération internationale

Au niveau des partenaires et des bailleurs de fonds internationaux, il faut constater que le dispositif de collecte et de présentation des informations sur les programmes et projets internationaux en Guinée, qui a été établi à l'aide d'un appui allemand il y a plusieurs années auprès de la Direction nationale de la coopération (DNC), n'est plus opérationnel. D'ailleurs, il ne tient pas encore explicitement compte des contributions des programmes et projets à la lutte contre la pauvreté. Les interlocuteurs ont donc proposé une revue, un renforcement et une adaptation du système de la DNC.

Quant aux contributions des partenaires internationaux à la mise en œuvre de la SRP en Guinée, l'expert GTZ a collecté les informations suivantes:

Banque mondiale

Les principaux programmes et projets en cours ou en préparation de la Banque mondiale en Guinée sont les suivants (contribution BM entre parenthèses):⁴

- Education pour tous (70,0 millions de \$US)
- Infrastructure rurale (en préparation) (63,0 millions de \$US)
- Ajustement structurel (04) (50,0 millions de \$US)
- Equité et amélioration des écoles (42,5 millions de \$US)
- Approvisionnement en eau et amélioration des conditions sanitaires (crédit supplémentaire) (25,0 millions de \$US)
- Santé et nutrition (24,6 millions de \$US)
- Programme d'appui aux communautés villageoises (PACV) (22,0 millions de \$US)
- Promotion des exportations agricoles (20,8 millions de \$US)
- Projet multi-secteur SIDA (20,3 millions de \$US)
- Renforcement des capacités institutionnelles (en matière de prestation de services) (19,0 millions de \$US)
- Développement urbain (18,0 millions de \$US)
- Population et santé reproductive (11,3 millions de \$US)
- Energie rurale (en préparation) (5,0 millions de \$US)
- Formation pré-service des enseignants (4,1 millions de \$US)
- Appui au processus DSRP et analyse de la pauvreté

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Le troisième cadre de coopération (CCP 2002-2006) de la Guinée n'est pas encore officiellement arrêté. Selon les informations disponibles, il s'insérera prioritairement dans la stratégie de réduction de la pauvreté, surtout à travers son axe 3, à savoir la bonne gouvernance. Dans ce cadre, les principaux domaines d'intervention du PNUD seront :

- Les politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté,
- Le développement local et la micro-finance,
- Le VIH/SIDA.

Pour ce qui est de l'appui à la mise en œuvre de la SRP, un appel d'offres de candidatures a été lancé à la mi-décembre 2002 relatif aux postes suivants:⁵

- Assistant au coordonnateur du projet GUI/02/004 Suivi de la mise en œuvre de la SRP et élaboration des stratégies régionales de réduction de la pauvreté,
- Consultants nationaux pour l'étude portant sur le diagnostic des structures décentralisées de planification et de statistique.

Banque africaine de développement (BAD)

Les principaux projets d'assistance financière de la BAD en Guinée portent sur les domaines suivants :⁶

- **Développement social durable de Haute et Moyenne Guinée** : L'objectif du projet, lancé le 7 mars 2003 à Labé, est de contribuer à la réduction de la pauvreté en Guinée par l'appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté et le renforcement de la gouvernance au niveau décentralisé. Les objectifs spécifiques du pro-

⁴ Source : www4.worldbank.org/sprojects

⁵ Source : *Le Lynx*, No. 560, 16 décembre 2002, p. 15,

⁶ Source : www.afdb.org. Une unité de compte (UC) = 850,375 CFA = 1,2964 euros (1/01/03).

jet, dont les activités se concentreront sur les préfectures de Mali, Koubia, Dalaba, Tougué, Dinguiraye, Kouroussa, Mandiana et Kerouane, sont les suivants : (i) accroître l'accès des pauvres aux services socio-économiques de base et, (ii) développer les capacités des pauvres, particulièrement des femmes et des jeunes. (Prêt : 20 millions d'UC ; don : 1,75 millions d'UC)

- **Hydraulique rurale** : L'objectif est de satisfaire les besoins en eau potable des populations rurales de certains villages des préfectures de Dabola, Faranah, Kankan, Kouroussa et Siguiri, en leur fournissant au moins 10 litres d'eau par jour et par habitant, à l'horizon 2005. (Prêt : 15 millions d'UC)
- **Infrastructures rurales** (PNIR II) : Le projet vise le désenclavement des communautés rurales de développement (CRD) et l'amélioration de la sécurité foncière dans les préfectures de Dabola, Dalaba, Dinguiraye, Koubia, Mali, Mandiana, Téliélé, Tougué, Lélouma, Pita et Siguiri. Il porte sur l'amélioration d'environ 1960 km de pistes préfectorales et communautaires avec la mise en place d'un système efficace de gestion et d'entretien de pistes rurales à travers la création de comités villageois d'entretien de pistes (CVEP) qui seront chargés de l'entretien préventif des pistes. Le projet envisage la mise en œuvre, dans les CRD tests de Banko et de Koudian, d'une opération pilote de démonstration et d'amélioration des méthodes de gestion foncière et d'initiation aux instruments appropriés pour la sécurisation des droits fonciers. (Prêt : 8,10 millions d'UC)
- **Etude relative au plan de développement du palmier à huile et de l'hévéa** : L'objectif de l'étude est d'asseoir les bases stratégiques qui permettront d'améliorer la productivité et la compétitivité des filières du palmier à huile et de l'hévéa en vue de contribuer à la réduction de la pauvreté. (Don : 1,984 millions d'UC)
- **Etudes pour le plan directeur d'électrification** : Le plan directeur d'électrification vise, d'une part, à mettre des données fiables à la disposition de la Guinée et de créer un cadre cohérent d'intervention pour tous les opérateurs du secteur de l'électricité et d'autre part, à identifier des solutions optimales pour satisfaire la demande croissante d'accès aux services de l'électricité. Il présentera un diagnostic de la situation actuelle, une planification adéquate du développement des réseaux de distribution MT/BT de la Guinée, ainsi qu'une stratégie d'intégration optimale des réseaux séparés ou des centres isolés pour former un réseau interconnecté à l'horizon 2015. (Don : 1,35 millions d'UC)

Union européenne

Les principaux programmes et projets de l'Union européenne en Guinée, qui sont actuellement en cours (situation : mars 2002), sont les suivants :

- SYSMIN: Aide à la diversification (80,00 millions d'euros)
- Construction de la route Kankan Bamako (avec la BAD) (28,80 millions d'euros)
- Appui au système de la santé à l'intérieur du pays (PASSIP) (13,20 millions d'euros)
- Programme Dabola – Dinguiraye (13,00 millions d'euros)
- Hydraulique villageoise (12,00 millions d'euros)
- Appui à la gestion intégrée des ressources naturelles des bassins du Niger et de la Gambie (AGIR) (9,50 millions d'euros)
- Appui au secteur éducation de base (9,50 millions d'euros)
- Système d'information et d'analyse de la pêche (3,00 millions d'euros)
- École nationale des arts et métiers (ENAM III) (2,17 millions d'euros)
- Programme d'appui au renforcement des capacités de gestion financière des hôpitaux de secteur public (1,30 millions d'euros)
- Appui à la sécurité transfusionnelle (PAST) (1,05 millions d'euros)

Les résultats de plusieurs audits menés en 1999 et 2000 ont conduit, en 2000, à la suspension du programme d'appui budgétaire de la Commission européenne (CE) en Guinée. En 2001, un schéma de reprise a été négocié entre le gouvernement guinéen et la CE. Ce schéma porte sur un protocole d'accord et une matrice de mesures correctives visant à appuyer le gouvernement dans la mise en œuvre des réformes nécessaires à l'amélioration de la gestion des dépenses publiques. Par conséquent, le gouvernement guinéen a décidé la réalisation d'un audit organisationnel à partir du second semestre 2001. Cet audit a, dans sa première phase, porté sur les régies de recettes. Des recommandations et un plan d'action ont été émis à cet égard. La seconde phase de la mission, actuellement en cours, porte sur le volet de l'exécution de la dépense publique et concerne donc plus particulièrement certaines mesures de la matrice de mesures correctives négociée avec la CE. Cette dernière assure le financement à partir des ressources bloquées pour la mise en œuvre de la matrice, de la poursuite et l'achèvement des audits organisationnels ainsi que la mise en œuvre des plans d'actions qui en découleront. La mission actuellement en cours vise la réalisation d'un audit des structures centrales et déconcentrées du Ministère de l'Economie et des Finances ainsi qu'un audit de la Chambre des comptes y compris le suivi des recommandations issues de ces deux études. La mission est composée d'un expert international et de deux consultants nationaux. Elle a déjà permis l'audit des Directions Nationales des Douanes, des Impôts, du Portefeuille, du Budget, du Contrôle Financier, de la Dette et des Investissements Publics et du Trésor. Les premiers résultats de ces audits ont été présentés au mois de mars 2003.

France⁷

Le 30 juin 2002, l'assistance française en Guinée s'élevait à 117,22 millions d'euros dont 77,5% du volume global assuré par l'Agence française de développement (AFD). L'ensemble des projets du Fonds de solidarité (ex Fonds aide et coopération, FAC) atteignait 17,23 millions d'euros. Appuyée par 84 coopérants, cette coopération s'oriente vers les secteurs d'intervention suivants:

- La valorisation des ressources humaines,
- La modernisation économique et l'aide à l'investissement privé,
- Le renforcement de l'Etat de droit.

La mise en œuvre de l'initiative PPTTE permettra à la France de réinjecter 15 à 18 millions d'euros de créances par an sur une période de 12 ans dans les secteurs prioritaires.

La France a été activement impliquée dans la préparation du DSRP, surtout pour ce qui est de la politique du développement rural. Elle s'engage davantage dans ce secteur, surtout dans les régions de Labé, Kankan et N'Zérékoré. Le projet « Observatoire de la Guinée maritime » prend directement en considération les besoins des populations de cette région.

Allemagne

Les principaux programmes et projets de la coopération guinéenne-allemande, actuellement en cours ou récemment terminés, sont les suivants (contributions allemandes entre parenthèses):⁸

Coopération financière :

- Programme d'hydraulique villageoise II du Fouta Djallon (15,54 millions d'euros)
- Ecoles primaires en Basse et Moyenne Guinée (12,78 millions d'euros)
- Programme gestion des ressources forestières et rurales (12,53 millions d'euros)
- Marketing social des contraceptifs (5,62 millions d'euros)

⁷ Source : *Marchés tropicaux et méditerranéens*, No. 2988, 14 février 2003, p. 313.

⁸ Sources : DNC, système d'informations de la coopération guinéenne-allemande ; GTZ Conakry.

- Santé publique Forécariah (2,71 millions d'euros)
- Fonds d'études et d'experts V (1,28 millions d'euros)

Coopération technique :

- Appui aux actions d'auto-promotion de l'artisanat et aux technologies appropriées au Fouta Djallon (3,80 millions d'euros)
- Promotion de l'éducation de base à Labé (2,45 millions d'euros)
- Modernisation de l'apprentissage en Guinée (1,53 millions d'euros)
- Conseiller au Ministère du Plan (1,17 millions d'euros)
- Projet de cartographie géologique détaillé d'inventaire du potentiel minier et de formation professionnelle (1,18 millions d'euros)
- Promotion des initiatives contre la mutilation génitale féminine (1,02 millions d'euros)
- Programme de la santé : santé rurale / lutte contre le SIDA
- Projet d'appui à la foresterie communautaire et privée
- Plate-forme pour l'auto promotion et développement organisationnel dans les régions administratives de Labé et Mamou
- Production et commercialisation de semences
- Alphabétisation des jeunes filles (FIERE/Labé)
- Aides alimentaires

La coopération guinéenne-allemande est actuellement caractérisée par une forte concentration dans les régions administratives de Labé, Mamou et Faranah.

Japon

La coopération guinéenne-japonaise porte prioritairement sur les domaines suivants:⁹

- Don à l'aide alimentaire, KR et KR2 (620 millions de yens)
- Don à l'allègement de la dette (113 millions de yens)
- Soutien à l'ajustement structurel (800 millions de yens)
- Projet de collecte des ordures ménagères, Conakry (4,3 millions de yens)
- Programme éducatif et psychosocial pour les enfants réfugiés sierra léonais et guinéens, Guékédou (6,25 millions de yens)
- Appui à la lutte contre l'épidémie de fièvre jaune, Faranah et Dabola (8,4 millions de yens)
- Aide temporaire : Ministère de la Santé publique (20 millions de yens)
- Assistance humanitaire (0,5 millions dollars US)
- Réforme légale et juridique (0,5 millions de dollars US)
- Réduction de la pauvreté (avec la BAD) (0,3 millions de dollars US)
- Aide pour les réfugiés (350 millions de yens)
- Assistance technique à l'administration de la pêche
- Stages de JICA

L'assistance japonaise n'est pas concentrée sur une région ou une zone de pauvreté spécifique en Guinée. Néanmoins, le représentant chargé de la coopération a indiqué, que le Japon pourrait répondre dans ce sens aux souhaits du côté guinéen.

Etats-Unis¹⁰

Le programme d'USAID soutient les efforts du développement de la Guinée à travers quatre objectifs stratégiques, dans les secteurs de la gestion des ressources naturelles, de la santé,

⁹ Source : Ambassade du Japon en Guinée, rapport du 26 mars 2001. Année fiscale japonaise (avril 2000 – mars 2001). Taux d'échange : 1000 yen = 8,222 dollars US.

¹⁰ Source : www.usaid.gov/country/afr/gn/

de l'éducation, et de la démocratie, ainsi que par le renforcement des liens intrinsèques entre ces secteurs. Il s'agit des objectifs suivants :

- L'amélioration de la gestion des ressources naturelles par une production agricole et une croissance économique accrues et soutenables,
- L'amélioration de la santé de la population guinéenne,
- Le renforcement des capacités humaines par l'éducation et la formation de base,
- L'amélioration de la gouvernance locale et nationale par la participation des citoyens actifs et la réduction des conflits.

Canada

Le Canada s'engage, avec une enveloppe totale de 50 millions de dollars canadiens (environ 37 millions de dollars US) sur 5 ans, surtout dans les projets suivants :

- Projet d'appui aux populations paysannes du Fouta Djallon (PAPP),
- Appui au Ministère de l'Enseignement technique (AMORE),
- Projet d'appui aux ONG (PAONG),
- Aide budgétaire exceptionnelle (3 millions de dollars canadiens en 2002),
- Appui au secteur d'énergie (actuellement bloqué).

Le Canada s'est activement engagé dans la préparation du DSRP, surtout dans les domaines de la communication et de la culture ainsi que pour ce qui est de l'aspect genre dans la politique de réduction de la pauvreté.

5.6.2 Les perceptions du processus SRP

Lors de plusieurs réunions tenues durant les visites des mois de décembre 2002 et de février et mars 2003, l'expert GTZ a noté de nombreux commentaires des représentants des partenaires internationaux de la Guinée portant sur le processus de la mise en œuvre de la SRP ; les suivants paraissent être représentatifs :

Commentaires plutôt positifs :

- « Le DSRP représente toujours un espoir pour nous les bailleurs de fonds. »
- « Les objectifs de la SRP sont bien ordonnés selon leurs priorités et logiques du point de vue régionale, avec des zones de pauvreté etc. »
- « Il y a mille et une possibilités de lutter contre la pauvreté. »
- « On peut maintenant tirer des leçons du DSRP pour les besoins des SRP régionales. »

Commentaires plutôt critiques :

- (Quant à l'initiative PPTTE :) « La grande majorité des Guinéens ne savent pas ce qui se passe ici. »
- « Il y a un problème de pilotage au niveau du Ministère des Finances et une trop faible implication du Secrétariat permanent. »
- « Le DSRP reste toujours très théorique. »
- « On est toujours contraint de gérer les programmes de la période avant le DSRP. »
- « Nous sommes très déçus – on ne voit rien de tout ! »
- « On a vécu des réunions de validation, où personne n'était là, mais les comptes rendus ont été déjà écrits. »
- « Aucune visibilité. » (de la mise en œuvre de la SRP)
- « On n'a pas un seul élément qui nous dit si quelque chose bouge. »
- « Flux artistiques » (des moyens PPTTE).
- « L'approvisionnement du compte PPTTE n'est pas transparent. »
- « Les ressources PPTTE ne sont que virtuelles. »

- « La Banque mondiale a peur d'une évaluation du DSRP. »
- (Quant au suivi et à la régionalisation de la SRP :) « Un peu surréaliste. »
- « Nous sommes prêts à orienter nos contributions vers les priorités de la SRP, mais il n'y a aucune coordination du côté guinéen. »

Perspectives et recommandations :

- « Il faut établir des critères pour accéder aux ressources PPTÉ. »
- « Nous sommes prêts à travailler au niveau régional. »
- « Il faut assurer la traçabilité des ressources PPTÉ. »
- « Le financement du Secrétariat permanent chargé du DSRP pourrait être assuré par les ressources PPTÉ. »
- « Il faut harmoniser les démarches des bailleurs de fonds. »

En résumé, il est indiqué l'existence d'une forte volonté de contribuer à la mise en œuvre de la SRP, aussi bien au niveau national qu'au niveau régional. En même temps, le manque de transparence dans la mobilisation et l'utilisation des ressources PPTÉ est souvent évoqué, ainsi que le manque de visibilité des impacts des DSRP sur le terrain c.-à-d. chez les bénéficiaires potentiels. Par ailleurs, plusieurs bailleurs de fonds se trouvent à la recherche d'un mécanisme de concertation et de coopération entre eux et les dirigeants de la SRP.

5.7 Le projet d'évaluation à mi-parcours

Rappelons ici la distinction entre les notions du suivi et de l'évaluation (voir BENNETT, juin 2002):

- Le **suivi** sert à l'identification des problèmes périodiques (quotidiens, mensuels, semestriels etc) rencontrés pendant la mise en œuvre des activités d'un programme ou projet. Il examine si les activités aboutissent aux résultats prévus.
- L'**évaluation** se concentre sur la réalisation des objectifs et les impacts attendus ou non attendus du programme ou du projet. Il s'agit d'une analyse approfondie des facteurs clés pertinents au programme ou au projet et des relations entre ceux-ci. Souvent, ces aspects figurent aussi parmi les objets du suivi, mais de manière plutôt descriptive.

L'évaluation est effectuée à un moment particulier, généralement à la fin du programme ou projet ou à mi-parcours, tandis que le suivi est un processus continu qui doit être effectué à intervalles réguliers pendant toute la durée du programme ou projet. La fréquence du suivi peut varier d'un programme ou projet à l'autre, mais l'objectif spécifique est de faire au moins un rapport par an. L'exercice de suivi doit être effectué rapidement tandis qu'une évaluation à mi-parcours peut nécessiter plusieurs mois pour être coordonnée et mise en œuvre.

Sur la base des dits concepts du suivi et de l'évaluation, le SP-DSRP a sollicité un appui technique pour la préparation et l'exécution d'une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la SRP. Lors des réunions tenues en décembre 2002, il a été convenu que la GTZ apportera un appui en formation d'experts nationaux indépendants (voir ci-dessous). Le SP-DSRP envisagera, pour sa part, une seconde source de financement pour l'exécution de l'évaluation à mi-parcours. Quant à cette dernière, il est souhaitable qu'elle soit étroitement associée aux services ministériels chargés de l'audit physique interne ou externe (inspections, études d'impact etc) des réalisations dans leurs domaines de compétence spécifiques.

Actuellement il est prévu que la formation aura lieu en juin 2003 et que l'évaluation à mi-parcours sera exécutée avant la fin de l'année 2003. La formation des experts nationaux indépendants aura lieu dans une des régions (excepté Conakry). Les termes de référence du programme de formation des experts nationaux seront prochainement établis.

6 La régionalisation du DSRP

6.1 La situation de départ et l'analyse des problèmes

Après l'approbation de la version finale du DSRP au mois de janvier 2002, le Secrétariat permanent chargé du DSRP a lancé la préparation des DSRP régionaux, à savoir l'élaboration des stratégies qui tiendront compte des problèmes et des potentialités spécifiques des diverses régions du pays. Conscient non seulement de la grande hétérogénéité géographique, économique et socioculturelle de la Guinée, mais aussi de la volonté du gouvernement de renforcer les administrations décentralisées, l'approche du SP-DSRP est évidemment justifiée et conséquente. Or, durant les mois d'août et d'octobre 2002, le gouvernement guinéen a organisé plusieurs ateliers dans les huit régions administratives. Lors de ces ateliers, des informations relatives à l'état de la mise en œuvre de la SRP, ainsi que des renseignements sur les modalités de financement, le système suivi-évaluation et le processus itératif du DSRP ont été présentés et discutés. Un des résultats de ces ateliers a été l'identification des axes *principaux* pour la formulation des DSRP régionaux, à savoir :

- La priorité pour le secteur agricole (cultures vivrières et élevage),
- Le développement des services sociaux de base et de l'accès à ceux-ci,
- La promotion du tourisme et de l'artisanat,
- Protection de l'environnement et gestion durable des ressources naturelles,
- Bonne gouvernance et renforcement des capacités humaines et institutionnelles.

Ces axes principaux sont absolument conformes à ceux du DSRP national. En même temps, ils seront appliqués de manière flexible et bien adaptée aux besoins spécifiques des régions administratives, par exemple :

- Les disparités économiques et démographiques internes ainsi que le taux élevé d'exode des zones rurales sont les principales caractéristiques de la région de Labé en Moyenne Guinée.
- Une faible capacité énergétique (coupures de courant etc), les insuffisances de la sécurité publique et la pandémie de HIV/SIDA sont les principaux problèmes de la région de N'Zérékoré en Guinée forestière.
- Le niveau insuffisant de sécurité alimentaire et la dégradation importante de la situation environnementale sont les principales préoccupations des populations de la région de Kankan en Haute Guinée.
- Dans la région de Boké (Guinée maritime), il s'agit de mobiliser les grandes potentialités de croissance économique favorable à la réduction de la pauvreté dans les secteurs traditionnels d'exploitation minière et de la pêche.
- La sécurité publique figure aussi dans la région urbaine de Conakry parmi les principaux soucis de la population, ainsi que la promotion de l'emploi, l'offre et la qualité des services sociaux de base y compris l'adduction d'eau et l'électricité.

Les expériences faites jusqu'à présent dans le processus de la formulation et de la mise en œuvre du DSRP national donnent une notion approximative des difficultés et des goulots d'étranglement à attendre au niveau des stratégies régionales :

- Au niveau de la coordination: Problèmes d'équilibrage entre les objectifs et les moyens de la stratégie de réduction de la pauvreté d'un côté, et les capacités disponibles de suivi et de pilotage du processus de mise en œuvre de l'autre, tout en tenant compte de la nécessité d'assurer un bon niveau de transparence.
- Au niveau de la participation: connaissances limitées des concepts et de la terminologie de base d'une politique économique et sociale orientée vers la réduction de la pauvreté,

ainsi que les problèmes d'articulation et de communication des perceptions individuelles et collectives de la pauvreté dans le cadre d'un processus itératif d'identification et d'approbation des objectifs et des moyens des programmes afférents.

- Au niveau des concepts analytiques: La prévalence de notions plutôt vagues relatives aux liens de causalité entre la croissance économique d'un côté, et de son impact sur l'incidence et la profondeur de la pauvreté de l'autre.

Les mesures proposées dans le rapport présent s'adressent prioritairement aux problèmes évoqués ci-dessus. Dans ce sens, elles veulent surtout contribuer de manière significative à l'établissement d'un bon niveau de cohérence entre la stratégie nationale et les stratégies régionales de réduction de la pauvreté en Guinée.

6.2 L'appui technique à la cohérence nationale-régionale de la SRP

Sur la base de plusieurs réunions récemment tenues auprès du SP-DSRP, la coopération allemande vise la réalisation d'une enveloppe supplémentaire d'appui à la cohérence entre la SRP nationale et les SRP régionales. Il s'agit de plusieurs activités qui s'inscrivent dans une logique d'intervention dont l'objectif spécifique sera de mettre à la disposition des décideurs et des experts guinéens chargés de la coordination de la stratégie nationale et des stratégies régionales de réduction de la pauvreté en Guinée des concepts, des méthodes et des instruments appropriés pour assurer une formulation cohérente et une mise en œuvre bien ciblée de leurs stratégies. Cette enveloppe supplémentaire contribuera à la réalisation d'une situation améliorée où les décideurs et les experts guinéens assurent une formulation et une mise en œuvre cohérente, efficace et effective de la stratégie nationale et des stratégies régionales de réduction de la pauvreté en Guinée.

Les principaux résultats attendus de l'enveloppe supplémentaire et les activités afférentes seront les suivants:

Résultat 1 :

Le système de suivi-évaluation est bien établi et effectivement appliqué

Activités :

- Renforcer la formulation et la cohérence des indicateurs aux niveaux sectoriels et régionaux,
- Former une large équipe d'experts nationaux (environ 12 personnes) en matière de concepts, de méthodes et d'instruments d'évaluation des programmes et des projets,
- Appuyer de manière technique et organisationnelle la programmation et la mise en œuvre de l'évaluation à mi-parcours de la SRP nationale,
- Soutenir la présentation et la validation participative des résultats de l'évaluation à mi-parcours aux niveaux nationaux et régionaux.

Résultat 2 :

Les concepts et les modalités de la participation à la formulation et à la mise en œuvre des SRP régionales sont adoptés

Activités :

- Tenir compte des expériences pertinentes des autres pays de la sous-région et adapter celles-ci aux besoins de la Guinée,
- Elaborer et diffuser un glossaire de politique économique et sociale en langues nationales (soussou, pulaar et malinké),

- Contribuer à l'élaboration d'émissions de radio locale (urbaine et rurale) en langues nationales (soussou, pulaar et malinké) portant sur les concepts et les modalités de la SRP nationale et des SRP régionales,
- Promouvoir la complémentarité, la cohérence et les effets synergiques entre la SRP nationale et les SRP régionales,
- Faire des recommandations relatives au renforcement de la coordination et de la participation à la formulation et à la mise en œuvre des SRP à chaque niveau.

Résultat 3 :

Les concepts et méthodes de la promotion nationale et régionale de la compétitivité et de la croissance économique favorable à la réduction de la pauvreté sont - du point de vue conceptuel et technique - bien développés et testés dans une région-pilote

Activités :

- Identifier - à partir d'un tableau entrées-sorties (TES) pour la région-pilote de la Moyenne Guinée - des secteurs et des filières stratégiques,
- Evaluer la compétitivité nationale et internationale de plusieurs entreprises et groupes d'entreprises (grappes d'entreprises ou « clusters ») dans la région-pilote,
- Présenter et valider les résultats des études régionales avec une forte participation des acteurs régionaux de l'administration publique et du secteur privé,
- Identifier les mesures les plus appropriées, les priorités de celles-ci, et les principales sources potentielles de leur financement,
- Assurer le suivi de la mise en œuvre et la documentation des résultats du projet décrit ici.

Les activités proposées montrent une forte complémentarité par rapport à celles prévues dans le cadre du projet GTZ d'appui technique au Ministère du Plan. Plus particulièrement, les activités envisagées dans l'enveloppe supplémentaire sont caractérisées par une approche plutôt exploratoire et innovatrice à la coordination nationale et régionale des SRP, surtout dans les domaines suivants :

- Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du DSRP national à l'aide d'une équipe d'experts nationaux indépendants,
- Renforcement des complémentarités entre le processus SRP et le processus de décentralisation,
- L'application de la cartographie de la pauvreté au niveau régional,
- Promotion d'une concertation politique bien adaptée à l'identité culturelle des bénéficiaires (y compris renforcement et emploi des principales langues nationales en matière de politique économique et sociale),
- Combinaison de plusieurs analyses macro- et micro-économiques des conditions-cadre et des secteurs stratégiques, ainsi que de plusieurs entreprises et groupes d'entreprises (« clusters ») au niveau décentralisé.

La plupart des activités seront entreprises dans la région-pilote administrative de Labé. Celle-ci est composée de huit préfectures : Koumba, Labé, Lélouma, Mali et Tougué. D'après la carte de la pauvreté, Mali est la préfecture la plus pauvre de la région. (En fonction de la disponibilité de financement une deuxième étude sera entamée dans la région de Faranah.) L'étude sur la situation de plusieurs entreprises et groupes d'entreprises de la région servira d'orientation pour une assistance plus approfondie en matière de stratégies de promotion de la compétitivité du secteur privé et de la croissance économique favorable aux groupes pauvres au niveau régional.

7 Les principales conclusions et recommandations

Sur la base des résultats des investigations décrites ici, la mission GTZ formule les conclusions et recommandations suivantes :

- Compte tenu de la nécessité de rendre le processus SRP plus transparent et plus crédible auprès de toutes les institutions impliquées, il est recommandé de mettre en place un tableau de bord de la SRP sur la base des recommandations récemment faites par l'expert PNUD, mais se limitant dans une première phase aux indicateurs prioritaires (voir Tableau 2 du rapport présent) avec cartographie de plusieurs indicateurs-clés au niveau des préfectures et sous-préfectures du pays et une appréciation, à savoir interprétation succincte et qualitative des tendances observées à travers les trois sous-groupes du groupe thématique « suivi-évaluation de la SRP ». Le tableau de bord de la SRP peut servir d'orientation pour l'élaboration du premier rapport sur la mise en œuvre de la SRP. Il faut que ce rapport présente, entre autres, une évaluation rigoureuse pour constituer les bases d'une mise à jour de la stratégie. A moyen terme, il faut dans le même sens élargir et renforcer le système d'indicateurs, surtout pour ce qui est de l'axe 3 de la SRP. Le tableau de bord y compris les appréciations du groupe thématique devrait être diffusé à travers tous les médias publics disponibles.
- Pour ce qui est du suivi de la mobilisation et de l'emploi des ressources issues de l'initiative PPTTE, celui-ci devrait s'inscrire harmonieusement dans les audits et les réformes des structures institutionnelles chargées de la gestion des ressources publiques. Plus particulièrement, il faut tenir compte de la nécessité d'établir des structures opérationnelles et performantes d'audit interne et externe aussi bien au niveau des transactions financières que pour ce qui est des réalisations physiques et leurs impacts sur les groupes cibles. Ceci vaut non seulement pour la gestion des ressources publiques y compris les ressources issues de l'initiative PPTTE, mais aussi pour les programmes et projets des partenaires nationaux et internationaux du gouvernement guinéen.
- La performance du groupe thématique « suivi-évaluation de la SRP » dépend largement des capacités humaines et techniques disponibles auprès de la Direction Nationale de la Statistique (DNS) du Ministère du Plan. Actuellement, les capacités de cette unité sont extrêmement limitées, et la recommandation de l'expert PNUD de mettre en place une équipe supplémentaire de deux experts nationaux ne représente que le minimum absolu requis pour satisfaire les besoins immédiats du système de suivi de la SRP.
- Les recommandations issues de la mission récente de l'experte PNUD relatives à la constitution d'une équipe d'experts nationaux auprès de la DNS et relatives aux ateliers nationaux et régionaux sur le système suivi-évaluation de la SRP sont toujours pertinentes et méritent d'être réalisées dans les meilleurs délais.
- En suivant les recommandations des experts nationaux de la DNS, il faut finaliser les travaux sur le TES 1998 et le calibrage du modèle macro-économique avant de l'appliquer aux questions afférentes à la politique économique du pays, plus particulièrement à l'analyse des impacts des SRP.
- Il est recommandé de convoquer sous la régie du SP-DSRP une réunion des représentants des partenaires internationaux afin de les informer sur le système de suivi-évaluation de la SRP, sur les résultats atteints et sur les objectifs de l'évaluation à mi-parcours.
- Dans le proche avenir, il sera nécessaire de recruter 10-15 experts nationaux indépendants pour participer à une formation intensive en matière d'évaluation. Ce programme de formation durera une semaine et il sera réalisé dans un endroit au centre du pays.

- Pour les besoins de la préparation des SRP régionales il s'avérera nécessaire d'établir un cadre de concertation et de coordination national-international, surtout pour ce qui est des contributions du PNUD (projet « Suivi de la mise en œuvre de la SRP et élaboration des stratégies régionales de réduction de la pauvreté ») et de celles de la GTZ.
- Les activités de l'enveloppe supplémentaire d'appui technique à la cohérence nationale-régionale de la SRP peuvent démarrer sans délai.

8 Programme d'activités en 2003

Un programme complet d'activités à entamer jusqu'à la fin de l'année 2003 dans le cadre du projet d'appui GTZ au DSRP sera prochainement élaboré et fixé au niveau des principales institutions impliquées.

Plusieurs missions de courte durée appuyées par la GTZ sont programmées pour les mois à venir :

- Modélisation macro-économique (fin mars)
- Elaboration d'un site web pour le SP-DSRP (fin mars – début avril)
- Renforcement de la cartographie de la pauvreté (juin)
- Formation en matière d'évaluation des programmes et projets (juin)
- Préparation des glossaires en langues nationales (date pas fixée)

Fait à Conakry et Cologne, le 29 mars 2003

Dr Jim BENNETT
Consultant / expert GTZ

Annexe Liste des documents consultés

Abdallah ; Abdou : Mission d'assistance technique du PNUD / DESA. Finalisation du système de suivi-évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté. Conakry, 24 décembre 2002 au 22 janvier 2003. Conakry, le 21/01/03 et Conakry/Bordeaux, le 14/02/03.

Bennett, Jim : Vers un système de suivi et d'évaluation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée. Rapport de Mission. Conakry / Cologne, le 20 juin 2002.

Dioubaté, Sékou : Rapport de publication du tableau des entrées-sorties (TES 1998). Conakry, janvier 2003. (Rapport provisoire.)

Dux, Jörg : Guinea – Raumpotential und wirtschaftliche Entwicklungsmöglichkeiten. Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades der Naturwissenschaften im Fachbereich Geowissenschaften der Universität Hamburg. Hamburg, 2000.

Ekué, Pierre Credo : Note sur la MCS¹¹ 1998 de la Guinée. Conakry, le 27 novembre 2002.

Fonds africain de développement : Rapport d'évaluation. Projet de développement social durable de Haute et Moyenne Guinée. République de Guinée. Octobre 2001.

Groupe GVC/UGVD : Diagnostic participatif communautaire et plan de développement local du district de Mosquée, CRD de Kolet. Septembre – octobre 2000. Labé 2001.

Loquai, Christiane ; Bah, Mamadou Lamine ; Camara, Alfa Bakar : Décentralisation et réduction de la pauvreté. Perception des liens dans les politiques et les pratiques. Etude de cas portant sur la République de Guinée. Maastricht, juillet 2001.

Meier, Rolf : Rapport de mission. Adaptation du modèle de simulation de l'économie guinéenne (MSEGUI) aux besoins d'analyse et de prévision dans le cadre de l'élaboration et du suivi de la statistique de réduction de la pauvreté. RG / MEF / SEP / DNP. Conakry, novembre 2002.

Ministère de l'Economie et des Finances : Finance Infos. Bimestriel de l'Economie en Guinée. No. 1. Conakry, novembre – décembre 2002.

Ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Education civique (MEPU-EC)/GTZ : Atlas scolaire de la Guinée. Conakry 2002.

Région administrative de Labé / Bureau régional de planification et du développement : Bulletin de statistiques 1997. Labé, février 2000.

Région administrative de Labé / Bureau régional de planification et du développement : Rapport économique et social. Années 1998-2000. Labé, octobre 2001.

Région administrative de Labé / Bureau régional de planification et du développement : Stratégie de réduction de la pauvreté dans la région administrative de Labé. (Draft). Labé, décembre 2002.

Région administrative de Labé / Bureau régional de planification et du développement : Bulletin de statistiques 2002 (draft). Labé, février 2003.

¹¹ MCS = Matrice de comptabilité sociale.

RG: 2^{ème} atelier de concertation entre les différents intervenants dans le massif du Fouta Djallon. Labé, du 30 juillet au 1^{er} août 2002. Actes de l'atelier. Volume 1 : Rapport principal et annexes. Première partie : Rapport principal. Conakry, août 2002.

RG / MEF / SEP / DNS : Rapport de mission sur l'élaboration d'une carte de pauvreté en Guinée. Conakry, août 2002.

RG / MEF / SEP / DNS : Rapport de publication du tableau des entrées – sorties (TES 1998). Conakry, décembre 2002.

RG / ONUDI: Compétitivité du secteur industriel privé dans la vision « Guinée 2010 ». Conakry 1999.

Réseau guinéen des organisations d'artisans (REGOA) : Mesures génératrices de l'emploi dans le secteur de l'artisanat par rapport au cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (DSRP). Avril 2002.

Sow, Mohammed et Diallo, Mamadou Lama : Rapport de mission sur l'élaboration d'une carte de pauvreté en Guinée. Conakry, août 2002.

Touré, Abdoulaye : Rapport de mission. Voyage d'études au Burkina Faso dans le cadre de l'approfondissement de la maîtrise d'Excel 2000 pour la modélisation macro-économique, du 24 février au 5 mars 2003. (Rapport succinct et rapport technique.) Conakry, le 6 mars 2003.